

Veillée culturelle Année des Outre-mer / Abolition de l'esclavage
Préfecture du Rhône – Mardi 10 mai 2011

Madame le ministre,
Monsieur le préfet,
Madame l'avocate générale près la cour d'appel de Lyon,
Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les représentants des cultes,

Chère Madame Carencó,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais vous remercier de m'avoir convié à cette soirée de « Veillée des Outre-mer » à laquelle j'ai plaisir à participer avec ma collègue Marie Luce PENCHARD, pour marquer l'attachement du gouvernement à la France ultramarine et à la célébration des droits de l'homme et des libertés. Vous avez su nous réunir M. le Préfet pour célébrer ce moment avec des personnalités de tous horizons, et je vous en remercie. Je sais votre attachement ainsi que celui de votre épouse à l'Outre-mer et à ces valeurs qui font l'honneur de notre République.

La date que vous avez retenue est symbolique à plus d'un titre. Elle s'inscrit dans l'année de l'outre mer, qui valorise l'apport incomparable des hommes et des femmes de nos 12 territoires ultramarins – les artistes que vous avez invités en sont un brillant témoignage. Elle permet également de commémorer le dixième anniversaire de la loi reconnaissant l'esclavage comme crime contre l'humanité.

Aimé CESAIRE vient de faire son entrée au Panthéon, rejoignant ses illustres prédécesseurs, l'abbé Grégoire, Victor Schoelcher, dont l'action pour l'abolition de l'esclavage a été déterminante. « *Nous savons très bien ce que nous voulons, la liberté, la dignité et la Justice* » : le message d'Aimé CESAIRE résonne fortement en nous en cette année 2011, qui marque les 10 ans de cette loi du 21 mai 2001 par laquelle la Nation a reconnu l'esclavage comme un crime imprescriptible, ineffaçable donc, tant il porte atteinte à la dignité des personnes, les niant dans leur humanité même.

Depuis 2006, la date du 10 mai est consacrée à la journée des mémoires de la traite négrière et de l'esclavage et de leur abolition. Une journée qui nous invite à refuser l'oubli et à nous souvenir que par un système indigne, dans lequel la France a eu sa part, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants, ont été victimes de la traite et de l'asservissement.

Célébrer l'abolition de l'esclavage, c'est honorer la mémoire de ceux qui se sont battus contre toute forme de servitude. C'est aussi rendre hommage à la République française dans ce combat : 1794, la première République abolit l'esclavage, œuvre interrompue pourtant qui n'aboutira que bien plus tard grâce à l'engagement de Victor Schoelcher (élu de Guadeloupe et de Martinique) avec l'adoption du décret d'abolition du 27 avril 1848. Victor Schoelcher qui demanda et fit consacrer « *l'abolition immédiate et complète de l'esclavage* » au nom de la solidarité commune qui lie tous les membres d'une nation : « *parce que la propriété de l'homme sur l'homme est un crime* », « *parce que toutes les notions de justice et d'humanité se perdent* » dans une société qui fait place à l'asservissement.

« *Evoquer Schoelcher* », écrira Césaire, « *ce n'est pas invoquer un vain fantôme, c'est rappeler à sa vraie fonction un homme dont chaque mot est encore une balle explosive* ». L'invoquer, ainsi que tous ceux qui avec lui et après lui ont poursuivi le combat, c'est en effet nous rappeler à nos devoirs et aux messages que porte ce décret de 1848. La lutte contre la traite des êtres humains est malheureusement loin d'être achevée ; nous devons nous engager résolument et à tout moment afin de toujours poursuivre l'action pour la dignité humaine – protéger les victimes et sanctionner les auteurs des faits est au cœur de mes priorités.

Mon devoir de garde des Sceaux, comme de tout responsable public d'ailleurs, est de placer très haut la protection des droits et libertés de chacun de nos concitoyens, de lutter contre toute forme d'oppression ou de discrimination. L'intervention de la justice pour protéger ces principes est évidemment fondamentale. Mais je veux dire que notre action contre la traite des êtres humains dépasse, depuis longtemps déjà, et doit toujours dépasser nos frontières, c'est en unissant nos forces avec celles de nos partenaires au niveau international que les actions peuvent véritablement porter leurs fruits.

Pour conclure, je veux vous dire combien je me réjouis que vous ayez pu accueillir, cet après-midi, 170 élèves du Rhône ; je crois profondément à la vertu de sensibiliser les jeunes générations à ces valeurs essentielles que sont la dignité, la liberté et le respect d'autrui. Associer les plus jeunes à cet acte d'engagement républicain, c'est en effet préparer et donner toutes ses chances à l'avenir. En tant que président du conseil général et élu j'ai toujours cherché à cultiver le devoir de mémoire chez les jeunes générations. Il est important que les jeunes connaissent les souffrances de leurs aînés et apprennent la valeur du sang versé : ce sont ces sacrifices qui leur permettent de vivre aujourd'hui en liberté et en démocratie.

Ce devoir de mémoire, nos jeunes doivent aussi le cultiver pour mieux vivre ensemble dans une société où les radicalités tendent à se développer, à rejeter la différence et l'étranger, sans vraiment les connaître. Ce qui est fait ce soir ici, participe de cette œuvre collective qui permet une meilleure compréhension et tolérance de l'autre et participe à l'ouverture d'esprit, car le combat contre toutes les formes d'oppression n'est jamais terminé...certes il faut que notre justice sanctionne, et elle le fait avec exemplarité, les manquements à la dignité, le racisme...mais pour que notre société n'aie plus à réprimer l'intolérance et ses conséquences, rien ne peut véritablement remplacer une éducation qui apprend le bien vivre ensemble et un respect des autres. C'est vers cet objectif qu'il faut inlassablement aller et je vous remercie, mesdames et messieurs, en participant à cette cérémonie de contribuer à ce combat permanent pour la dignité humaine.